

Séance ordinaire du jeudi 30 juillet 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-vingt et le trente juillet, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Soune SERRE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Modification du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : la création de deux postes

Attaché : la création de trois postes

Filière Technique :

Adjoint technique : la création de quatre postes

Agent de maîtrise : la création d'un poste

Agent de maîtrise principal : la création d'un poste

Technicien principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes

Ingénieur : la création d'un poste

Filière animation :

Animateur : la création de onze postes

Animateur principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste

Filière sociale :

Educateur de jeunes enfants de 1^{ère} classe : la création d'un poste

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste

Puéricultrice hors classe : la création d'un poste

Filière police municipale :

Gardien-brigadier : la création de trois postes

Brigadier-chef principal : la création d'un poste

II - Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 19 juin 2020 :

Filière administrative :

Adjoint administratif : la suppression de deux postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste

Rédacteur : la suppression d'un poste

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : la suppression de trois postes

Filière Technique :

Adjoint technique : la suppression d'un poste

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes

Agent de maîtrise : la suppression de 3 postes

Agent de maîtrise principal : la suppression d'un poste

Technicien : la suppression d'un poste

Technicien principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste

Ingénieur principal : la suppression d'un poste

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de onze postes

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de quatre postes

Animateur : la suppression d'un poste

Filière sociale :

Educateur de jeunes enfants de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste

Filière médico-sociale :

Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes

Auxiliaire de puériculture principal de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Cadre de santé de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Cadre supérieure de santé : la suppression d'un poste

Médecin de 1^{ère} classe : la suppression d'un poste

Filière police municipale :

Gardien-brigadier : la suppression d'un poste

Brigadier-chef principal : la suppression de deux postes

Filière sportive :

Educateur principal des activités physiques et sportives de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste

III – Ouverture de poste au recrutement d'un agent non titulaire :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que l'un des postes créés au tableau des effectifs au grade d'attaché pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la **Direction de l'enfance** :

- Nature des fonctions : **Responsable de secteur.**

- Niveau de recrutement : diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ou de puéricultrice.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-1799 du 20 décembre 2016 modifiant le décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la coordination des agents ainsi que l'organisation de l'accueil dans les différents établissements d'accueil de jeunes enfants.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que l'un des postes créés au tableau des effectifs au grade de technicien principal de 2^{ème} classe pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la **Direction de la culture et du patrimoine** :

- Nature des fonctions : **Régisseur plateau Théâtre Jean Vilar.**
- Niveau de recrutement : diplôme régie technique du spectacle.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la mise en œuvre des dispositifs techniques nécessaires à la conduite des spectacles.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que l'un des postes créés au tableau des effectifs au grade d'animateur pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la **Direction Proximité Citoyenneté** :

- Nature des fonctions : **Animateur à la maison pour tous Louis Feuillade.**
- Niveau de recrutement : diplôme professionnel de l'animation.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le développement et l'accompagnement des projets pédagogiques de la maison pour tous.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que le poste créé au tableau des effectifs au grade d'ingénieur pourra être pourvu dans ses conditions. Ce poste sera affecté à la **Direction de l'architecture et de l'immobilier** :

- Nature des fonctions : **Responsable du service gestion active de la propriété et de la sécurité.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'ingénieur.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2017-311 du 9 mars 2017 modifiant le décret n° 2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer l'encadrement et le pilotage des activités du service.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dispositif.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 6 août 2020

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20200730-134945-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 07/08/20
Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.